

Commission de Régulation de l'Energie
15 rue Pasquier
F-75379 Paris Cedex 08

La Ciotat, le 2 juin 2017

Ref : CRE // CONSULTATION PUBLIQUE N°2017-003

Objet : Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie en date du 25 avril 2017 sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des travaux de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur les prescriptions techniques de raccordement à ces réseaux

Monsieur le Président,

Nous avons lu avec intérêt votre dossier de consultation et notre syndicat souhaite apporter une contribution ciblée sur les questions à enjeux pour la filière de production d'électricité photovoltaïque. De manière générale, nous souscrivons pleinement à votre initiative de proposer à l'autorité administrative des modifications des dispositions réglementaires relatives au raccordement aux réseaux publics d'électricité, a fortiori lorsque ces modifications accompagnent le déploiement de la feuille de route « réseaux intelligents » et l'avènement des solutions nées de différentes recommandations. L'actualisation constante des dispositions réglementaires nous semble un enjeu important pour accompagner les dynamiques de développement des solutions intelligentes.

Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie :

- nous trouvons pertinentes les évolutions des articles 2 et 3, relatifs aux opérations de raccordement de référence et intelligentes. Nous sommes convaincus que plus les échanges d'informations seront nourris, plus la solution de raccordement finale sera « intelligente ». D'une part, il nous semble important que le producteur puisse préciser dans sa demande de raccordement les marges de manœuvre qu'il peut laisser au gestionnaire de réseau. D'autre part, le gestionnaire de réseau se doit de transmettre une information plus précise et plus complète, notamment à chaque phase de test de raccordement par le gestionnaire de réseau (en mentionnant par exemple la puissance maximale acceptable aux différents points testés de raccordement au réseau), ainsi la connaissance des contraintes est plus claire et le couple distance-coût/puissance injectée peut être analysé avec pertinence ;
- concernant l'article 5 relatif à la consultation sur le projet de barème de raccordement, nous partageons l'utilité d'une phase de concertation avec les organisations représentatives des utilisateurs, toutefois à défaut de disposer des informations analytiques sur les coûts initiaux, les évolutions de coûts et leur justification économique ou technique, nous restons très mesurés sur la plus-value de cette concertation, qui grossièrement se borne à constater des pourcentages de hausse ou de baisse.

Membre actif :



European
Solar
Thermal
Industry
Federation



Office franco-allemand pour la transition énergétique
Deutsch-französisches Büro für die Energiewende



www.enerplan.asso.fr

Sur le projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-7 du code de l'énergie, notre position est identique à celle développée précédemment (concernant le gestionnaire du réseau public de distribution).

Sur le projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique, nous trouvons pertinentes les évolutions :

- de l'article 1 permettant l'absorption de puissance réactive produite par toutes les installations décentralisées de production d'énergie électrique, y compris celles en basse tension ;
- de l'article 4, rendant systématique la mise en place d'un DEIE et permettant d'activer des offres de flexibilité, grâce à une communication pérenne et dynamique entre le gestionnaire de réseau et le producteur d'une installation à partir de 250 kW. Nous souhaitons également et vivement voir se développer d'autres produits certifiés et compatibles avec les exigences édictées par le gestionnaire de réseau de distribution.

Vous remerciant de nous avoir consultés et restant à votre disposition pour préciser nos remarques et nos demandes, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de nos sincères salutations,

Christophe THOMAS

Pour le Délégué Général, en qualité de
responsable du Groupe de Travail
Réseaux ENERPLAN

